

**ÉTABLISSEMENT**

Ville de Cavalaire sur Mer (83)
Place Benjamin Gaillard
83240 Cavalaire sur Mer

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA
CONCURRENCE
FOURNITURES****Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice****Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur**

Ville de Cavalaire sur Mer (83), M. Philippe LEONELLI, Maire, Place Benjamin Gaillard CS 50150, 83240 Cavalaire sur Mer, FRANCE.
Tel : +33 494004826. E-mail : elise.saint-jalmes@cavalaire.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice : <http://www.cavalaire.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur

Services généraux des administrations publiques.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non

Description du marché**Objet du marché**

Fourniture de bois pour menuiserie pour la commune de Cavalaire sur Mer

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

03410000

Lieu d'exécution

CTM, 1486 Route du Docteur Pardigon 83240 CAVALAIRE SUR MER
Code NUTS : FRL05

Caractéristiques principales

La présente consultation a pour objet la fourniture de bois pour menuiserie pour la commune de Cavalaire sur Mer.

Type de marché

fournitures : Achat

Type de procédure

Procédure adaptée

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)

Les prestations seront réglées au regard des prix fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les montants minimum et maximum annuels sont définis comme suit :

- Montant minimum annuel : 3 000,00 euro HT
- Montant maximum annuel : 30 000,00 euros HT

Valeur estimée hors TVA : Fourchette : entre 3000 et 30000 euros

Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles :

Le marché est conclu à compter de la réception de la notification par mail jusqu'au 31/12/2019. Il pourra être reconduit trois fois par tacite reconduction pour une durée d'une année civile (2020, 2021 et 2022). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Non

Des variantes seront prises en considération : Oui

Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Division en lots : Non

Conditions de délai**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Vendredi 18 janvier 2019 - 17:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 90 (à compter de la date limite de réception des offres).

Informations sur l'accord cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Durée de l'accord-cadre : Durée en année(s) : 4

Estimation de la valeur totale des acquisitions pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre : Fourchette : entre 3000 et 30000 euros

Fréquence et valeur des marchés à attribuer : Les prestations seront réglées au regard des prix fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les montants minimum et maximum annuels sont définis comme suit : - Montant minimum annuel : 3 000,00 euro HT - Montant maximum annuel : 30 000,00 euros HT

Conditions relatives au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Le financement sera réalisé sur le budget principal de la Commune de Cavalaire sur Mer.

Les prestations sont réglées par mandat administratif. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours calendaires à dater de la réception de la facture acceptée sans réserve.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Les groupements momentanés d'entreprises sont autorisés. Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas de groupements, l'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint devra être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non

Conditions de participation

Critères de sélection des candidatures :

La sélection des candidatures se fera au regard des éléments suivants : « La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats » conformément à l'article 55 du décret 2016-360.

Situation juridique - références requises :

Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants, le cas échéant ou formulaire DC1 joint. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le même formulaire DC1 et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur.

Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ou formulaire DC2 joint .

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement remplit un DC2 individuel.

Attestation d'assurance des risques professionnels à jour pour le candidat individuel ou pour chacun des co-traitants en cas de groupement.

Capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Le candidat atteste de ses capacités techniques et professionnelles produisant une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont il dispose pour la réalisation du marché public.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Autre justificatif / Commentaire :

Autre justificatif :

Voir le DCE

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Une enchère électronique sera effectuée : Non

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice

36/2018

Date limite d'obtention : vendredi 18 janvier 2019 - 17:00

Renseignements complémentaires :

Aucun DCE papier ne sera remis.

Aucune offre papier ne sera acceptée.

Aucune offre envoyée par mail ou sur support électronique ne sera acceptée.

Les offres devront être remises sous forme dématérialisée sur la plateforme <https://www.marches-securises.fr>

Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Toulon 5 rue racine – CS 40510 83041 TOULON CEDEX 9 FRANCE. Tél. +33 494427930. E-mail : greffe.ta-toulon@juradm.fr. Fax +33 494427989. URL : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>.

Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Marseille Préfecture de Région, Boulevard Paul Peytral 13282 MARSEILLE CEDEX 20 FRANCE. Tél. +33 491156374. Fax +33 491156190.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

SERVICE DES MARCHES PUBLICS DE LA COMMUNE DE CAVALAIRE SUR MER PLACE BENJAMIN GAILLARD CS 50150 83240 CAVALAIRE SUR MER FRANCE. Tél. +33 494004826. E-mail : elise.saint-jalmes@cavalaire.fr. URL : <http://www.cavalaire.fr>.

Date d'envoi du présent avis

19 décembre 2018